

Conditions Générales de Vente - Communication Print Temporaire

ARTICLE 1. PRÉAMBULE

1.1 Applicabilité des conditions générales de vente

Les présentes conditions générales de vente (ci-après, « Conditions Générales ») s'appliquent, à compter du 1er janvier 2026, à toute commande de Communication Print Temporaire exécutée par le Support, ses préposés ou ses commettants, sur le territoire français.

L'acceptation d'un Bon de Commande par un Annonceur ou son Mandataire implique :

1) l'acceptation des présentes Conditions Générales et les éventuelles conditions particulières convenues entre le Support et l'Annonceur étant précisé que seul le Bon de Commande émis par le Support, les Conditions Générales et les éventuelles conditions particulières convenues entre le Support et l'Annonceur sont applicables à la diffusion des messages publicitaires sur les dispositifs publicitaires du Support, à l'exclusion de tout autre document de quelque nature qu'il soit et de quelle que personne dont il émane.

A ce titre, l'indication d'une référence de commande propre à l'Annonceur susceptible de figurer sur la facture établie et adressée par le Support est purement informative, aux fins exclusives de sa saisie et de sa prise en compte par l'Annonceur, et n'implique aucune acceptation par le Support ni du document qui comporte cette référence, ni des conditions générales d'achat auxquelles celui-ci pourrait renvoyer ou être soumis ;

2) le respect des dispositions d'ordre légal, réglementaire et/ou professionnel, national ou communautaire applicables en la matière.

Compte tenu notamment des impératifs légaux, des pratiques et usages de la profession auxquels le Support est assujéti, ce dernier se réserve la faculté d'aménager et/ou modifier ses Conditions Générales et ses Conditions Tarifaires à tout moment. Ces aménagements/modifications seront portés à la connaissance des Clients par tout moyen et prendront effet à leur date de publication sur le site du Support, disponible à l'adresse suivante : www.cityzmedia.fr.

Ces modifications ne s'appliquent pas aux Bons de Commande en cours d'exécution à la date de communication des nouvelles conditions générales de vente.

Dans le cadre de la négociation commerciale qui a précédé la commande de Communication Print Temporaire, le Support a communiqué au Client, qui reconnaît les avoir reçus et acceptés, tous documents (Conditions Générales, Conditions Tarifaires...) et informations essentielles pour lui permettre d'effectuer sa commande de Communication Print Temporaire en toute connaissance de cause.

Les termes commençant par une majuscule sont définis ci-après.

1.2 Définitions

Annonceur : désigne toute personne physique ou morale

souhaitant promouvoir son ou ses activité(s), sa ou ses marque(s), son ou ses enseigne(s), ses produits, biens ou services, au moyen d'une campagne publicitaire.

Bon de Commande : désigne le document émis par le Support à l'intention du Client à la suite de sa commande de Communication Print Temporaire.

Client : désigne indifféremment l'Annonceur ou son Mandataire.

Communication Print Temporaire : désigne une opération d'affichage publicitaire papier fournie par le Support au Client à l'occasion d'une campagne publicitaire pour une durée de 21 jours maximum.

Conditions Tarifaires : désignent le document détaillant les conditions et modalités tarifaires applicables à tout Bon de Commande relatif à une campagne de Communication Print Temporaire du Client.

Conservation : désigne la période d'une durée de 21 jours maximum, pendant laquelle la Communication Print Temporaire est diffusée.

Face : désigne le support matériel accueillant l'affichage sur un panneau.

Mandataire : désigne toute personne physique ou morale réalisant des opérations d'achat d'espace publicitaire au nom et pour le compte de l'Annonceur conformément à l'article 20 de la loi du 29 janvier 1993, et ayant fourni au Support une attestation de mandat valable.

Offre verte : désigne une offre visant à proposer au Client l'impression d'affiches dont les caractéristiques s'inscrivent dans une démarche engagée en faveur de l'environnement. Cette offre vise exclusivement les campagnes de Communication Print Temporaire sur des mobiliers fixes et/ou déroulants de deux, quatre et/ou huit mètres carré.

Réseau : désigne un ensemble de Faces répondant à un ou plusieurs mêmes critères au regard notamment de l'importance du trafic et autres critères de performance.

Support : désigne la société Cityz Media et/ou ses filiales, étant entendu qu'une filiale de Cityz Media est une société dans laquelle Cityz Media détient directement ou indirectement plus de 50% du capital ou des droits de vote.

1.3 Documents contractuels

Les documents suivants constituent un ensemble contractuel indivisible dont le Client reconnaît avoir pris connaissance et avoir accepté lors de sa commande de Communication Print Temporaire :

- Le Bon de Commande dûment accepté par le Client et ses éventuelles annexes ;
- Les Conditions Générales ;
- Les Conditions Tarifaires.

Il est précisé que les Conditions Générales et les Conditions

Conditions Générales de Vente - Communication Print Temporaire

Tarifaires sont disponibles à tout moment sur demande écrite ou sur le site Internet du Support.

ARTICLE 2. CONDITIONS TARIFAIRES

Le coût d'une Communication Print Temporaire est composé d'un prix espace et d'un prix technique auxquels s'ajoutent les frais supplémentaires non compris dans cette tarification.

Les remises applicables à la Communication Print Temporaire sont définies conformément aux Conditions Tarifaires.

2.1 Prix espace

Les prix espace sont à la disposition des Clients sur simple demande.

Les prix espace applicables sont ceux en vigueur lors de la réception par le Support du Bon de Commande accepté par le Client.

Ils incluent la location de la ou des Face(s), la pose et l'entretien de l'affiche, à l'exclusion de toute autre prestation.

2.2 Prix technique

Le prix technique est établi selon les tarifs techniques en vigueur à la réception par le Support du Bon de Commande accepté par le Client.

Ils sont communiqués au Client sur simple demande.

Le prix technique comprend notamment les frais d'impression, les frais d'expédition des affiches et le cas échéant, en sus, toute autre prestation technique accessoire à l'achat d'espace (frais de reportages photographiques, de neutralisation, de camouflage, d'assemblage complexes ou spéciaux, etc.).

Le prix technique concerné par l'Offre verte pourra faire l'objet d'une proposition tarifaire spécifique du Support.

2.3 Éléments exclus des prix espace ou technique

Ne sont pas inclus dans les prix espace ou technique et sont notamment facturés en sus :

- la TVA en vigueur à la date de mise en place des affiches ;
- une contribution forfaitaire à la Taxe Locale sur les enseignes et Publicités Extérieures (ci-après la « TLPE ») ;
- les frais occasionnés par toute modification des messages avant et/ou en cours de Conservation ;
- tous frais engagés au titre de la Communication Print Temporaire et n'étant pas inclus dans les prix espace ou technique.

Ces frais doivent être réglés en totalité dès réception de la facture correspondante.

ARTICLE 3. BON DE COMMANDE

3.1. Le Client déclare et garantit disposer de l'intégralité des droits lui permettant de conclure un Bon de Commande.

3.2. Dans l'hypothèse de l'intervention d'un Mandataire, ce dernier doit, préalablement à la prise de commande, envoyer au Support une attestation émanant de l'Annonceur et justifiant du mandat conclu avec l'Annonceur.

L'Annonceur s'engage à informer le Support de toute modification ou résiliation de mandat liée à une Communication Print Temporaire. Ce changement de situation ne sera opposable au Support qu'à compter de l'information effective du Support par écrit.

3.3. Le Support enregistre les demandes de réservation de Communication Print Temporaire en fonction des disponibilités du planning de réservation, puis renvoie au Client un Bon de Commande confirmant tout ou partie de la demande initiale en fonction des disponibilités du planning.

3.4. Toute réservation de Communication Print Temporaire du Client doit faire l'objet d'un Bon de Commande. Ce Bon de Commande indique notamment :

- le nom et l'adresse de l'Annonceur pour le compte duquel le Bon de Commande est exécuté ainsi que l'adresse d'envoi de la facture, le numéro de SIRET, le numéro de TVA de l'Annonceur (si applicable), ou son numéro d'identification fiscale à défaut ;
- le cas échéant, le nom et l'adresse du Mandataire et son type de mandat (Mandataire payeur ou Mandataire non-payeur) ;
- la nature précise et les conditions de mise en œuvre de la Communication Print Temporaire commandée ;
- le cas échéant, la souscription à l'Offre verte ;
- le nombre de Faces, leur format et le nom des réseaux réservés, avec leur date de départ indicative et leur durée de Conservation ;
- Le montant du Bon de Commande en ce compris les prix espace et technique ainsi que les frais supplémentaires non compris dans cette tarification (notamment la contribution forfaitaire à la TLPE ou les taxes et frais d'expédition applicables au moment du Bon de Commande) ;
- les remises et/ou avantages tarifaires appliqués ;
- les Conditions Générales et Conditions Tarifaires applicables ; et le cas échéant,
- l'exécution de plusieurs affichages en cours de Conservation, cette prestation faisant l'objet d'une facturation de frais supplémentaires.

3.5. Dès la transmission du Bon de Commande au Client, ce dernier doit en accepter les termes dans les dix (10) jours ouvrables suivant son émission.

En cas de commande de « dernière minute » d'une campagne de Communication Print Temporaire moins de huit (8) jours ouvrés avant le début de celle-ci n'incluant pas d'Offre verte, le Bon de Commande doit être accepté par le Client, dans les vingt-quatre (24) heures suivant son émission.

Par dérogation à ce qui précède, si le Bon de Commande inclut la commande d'une Offre verte, le Client doit accepter le Bon de Commande, au plus tard trois (3) semaines avant la date de démarrage de la Communication Print Temporaire.

A défaut de renvoi du Bon de Commande dans les délais

Conditions Générales de Vente - Communication Print Temporaire

susmentionnés, le Support se réserve la possibilité de revendre les espaces proposés via le Bon de Commande.

Le Support n'est engagé par la commande de Communication Print Temporaire qu'à compter du moment où il aura réceptionné, dans les délais précités, l'acceptation par le Client du Bon de Commande tel qu'il aura été émis par le Support.

Il est expressément convenu que l'acceptation du Client peut être matérialisée :

- Par sa signature du Bon de Commande ;
 - Par le paiement du prix mentionné au Bon de Commande ;
- ou bien,
- En l'absence de signature, par tout accord écrit (mail, etc.) du Client portant sur le Bon de Commande et accepté par le Support.

En l'absence d'acceptation du Bon de Commande dans les conditions susmentionnées, le Support se réserve le droit de considérer le Bon de Commande non accepté par le Client et par conséquent ne pas diffuser la campagne y afférent.

3.6. Le Support peut demander à tout moment au Client de justifier de sa solvabilité et, à défaut ou le cas échéant, refuser tout Bon de Commande dont le règlement ne serait pas garanti.

3.7. Sauf acceptation expresse du Support, aucune modification apportée par le Client sur le Bon de Commande ne pourra être prise en compte.

3.8. Sauf stipulation expresse contraire, le Bon de Commande ne confère à l'Annonceur et/ou son Mandataire aucune exclusivité sous quelque forme que ce soit.

ARTICLE 4. ANNULATIONS

Hors cas de force majeure (tel que défini à l'article 18 des Conditions Générales), le Client peut annuler par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Support le Bon de Commande, sans préjudice du droit pour le Support d'obtenir réparation de tout dommage matériel ou immatériel en résultant, et sous réserve du paiement d'une pénalité de :

- 25 % du montant net du Bon de Commande en cas d'annulation intervenant plus de quatre (4) mois avant la date de départ de la Communication Print Temporaire prévue dans le Bon de Commande ;
- 50 % du montant net du Bon de Commande en cas d'annulation intervenant entre deux (2) et quatre (4) mois avant la date de départ de la Communication Print Temporaire prévue dans le Bon de Commande et sauf Communication Print Temporaire prévue aux mois de juillet et/ou août ;
- 100% du montant net du Bon de Commande en cas d'annulation intervenant moins de deux (2) mois avant la date de départ de la Communication Print Temporaire prévue dans le Bon de Commande.

Pour un Bon de Commande concernant une Communication Print Temporaire à exécuter uniquement pendant les mois de juillet et / ou août, l'annulation intervenant :

- moins de quatre (4) mois avant la date de départ prévue dans le Bon de Commande exposera le Client au paiement d'une

pénalité égale au montant total net du Bon de Commande ;

- plus de quatre (4) mois avant la date de départ prévue dans le Bon de Commande exposera le Client au paiement d'une pénalité égale à 25% du montant total net du Bon de Commande.

Par dérogation aux précédents alinéas, pour les Communications Print Temporaires construites sur mesure (hors catalogue) ou celles construites en tenant compte de la tenue d'événements spéciaux toute annulation, quel que soit le moment où elle intervient, donnera lieu au paiement d'une pénalité égale au montant total net du Bon de Commande, sans préjudice du droit pour le Support d'obtenir réparation de tout dommage en résultant.

Aucun acompte ne pourra donner lieu à compensation ou être remboursé.

ARTICLE 5. MODIFICATIONS

5.1 Modifications par le Support

5.1.1 Du fait d'obligations légales, réglementaires ou conventionnelles, imposées par le législateur, les bailleurs, les collectivités locales, les concessionnaires de transports ou les Annonceurs (sans que cette liste ne soit exhaustive), la suppression ou la modification de l'affichage publicitaire peut être imposée et certains emplacements peuvent être interdits à tout affichage publicitaire ou à l'affichage de certains produits ou secteurs d'activités.

Le Support peut alors être amené à modifier les conditions du Bon de Commande, voire à le refuser ou à le résilier, sans que le Client ne puisse prétendre à aucune indemnité à ce titre.

Le Support pourra informer préalablement le Client des modifications de la campagne publicitaire qu'il entend effectuer.

Une liste définitive des emplacements qui seront affichés avec la date de pose des affiches peut être communiquée par le Support, à la demande du Client, une semaine avant la date de départ de la Communication Print Temporaire (ci-après la « Liste définitive »).

5.1.2. Le Support se réserve le droit de ne pas accepter ou d'annuler la commande de Communication Print Temporaire dans les cas suivants :

- Litige(s) existant(s) avec l'Annonceur et/ou son Mandataire, y compris en cas de non-paiement total ou partiel d'une ou plusieurs facture(s) du Support ;
- Refus d'autorisation ou annulation de paiement par les organismes/partenaires bancaires.

5.1.3. Si l'affichage publicitaire ne peut être exécuté sur certains emplacements du fait de la non-finalisation d'un chantier d'installation et d'électrification de panneaux publicitaires, le Support pourra alors modifier les conditions du Bon de Commande voire le résilier sans être redevable d'une quelconque indemnité à l'égard du Client. Toutefois, dans cette hypothèse, en cas de résiliation du Bon de Commande, le Support s'engage à rembourser au Client les sommes déjà perçues au titre dudit Bon de Commande.

Conditions Générales de Vente - Communication Print Temporaire

5.2 Modifications par le Client

Toute modification (modification du nombre de Faces, de la durée de Conservation ou autre) d'un Réseau par le Client, est soumise à l'accord préalable et écrit du Support et à charge pour le Client d'en supporter les frais y afférents.

5.3 Modifications ou suppressions demandées par une entreprise de transports de voyageurs au Support

Par suite de travaux, nécessité de service, raison de sécurité, expropriation, ainsi qu'en cas de modifications, troubles, interruptions du régime de circulation des véhicules (autobus, métro, tramway, trolleybus, funiculaire, etc.) de leur immobilisation dans les dépôts et ateliers, de leur destruction par accident, de la variation du nombre de véhicules en service, de la création de lignes nouvelles ou de la fermeture de lignes existantes ou encore de tous autres motifs qui seraient le fait des aléas inhérents à une entreprise de transports de voyageurs, le Support peut être amené à ne pas apposer ou à modifier, déplacer, neutraliser la publicité à la requête des entités visées ci-dessus, sans que le Client ne puisse prétendre à aucune indemnité à ce titre.

De telles modifications ou suppressions ne peuvent entraîner la mise en cause de la responsabilité de l'entreprise de transport de voyageurs et/ou de celle du Support.

En conséquence, le Client s'engage à renoncer, et à faire renoncer son assureur à tout recours contre les entreprises de transports de voyageurs et/ou contre le Support à ce titre.

ARTICLE 6. AFFICHES

6.1 Fourniture par le Client

6.1.1 Fourniture et caractéristiques

Le Client communique au Support les visuels de sa campagne de Communication Print Temporaire au moins cinq (5) semaines avant le début de cette dernière sauf en cas de commande dite « de dernière minute ». Le non-respect du délai précité pourra entraîner la non-réalisation partielle ou définitive de la campagne de Communication Print Temporaire par le Support, aux conditions prévues dans le Bon de Commande.

Les affiches, flaps, magnets, les bandes de repiquage... nécessaires à l'exécution du Bon de Commande sont fournies par le Client (hors Offre verte), qui s'oblige à les assurer et à renoncer à tout recours à l'encontre du Support en cas de vol, perte, destruction totale ou partielle de celles-ci.

Elles doivent être conformes aux cahiers des spécifications techniques de l'Association des Professionnels de l'Affiche (APA) et au cahier des charges et/ou instructions du Support, dont le Client reconnaît avoir eu connaissance et avoir accepté.

En cas de non-conformité des affiches (pose de flaps sur affiches de 2m², 4m² ou 8m², grammage insuffisant du papier, encre d'imprimerie de qualité suffisante pour résister aux agents chimiques et aux intempéries, etc.), le Support se

réserve le droit de ne pas les afficher. En cas de non-conformité, le Client reste par ailleurs redevable du montant net du Bon de Commande dans son intégralité, et le cas échéant de tout supplément de prix engendré par ladite non-conformité (ajout d'un papier de fond, bandeau de repiquage, etc.).

Le Support décline toute responsabilité en cas de non-respect de ces spécifications techniques qui impacterait la bonne exécution de la Communication Print Temporaire.

En cas de réception par le Support d'affiches pour une Communication Print Temporaire nécessitant une répartition entre différentes sociétés de publicité extérieure, la répartition de ces affiches est facturée au Client pour un montant forfaitaire de huit (8) euros hors taxes par affiche. En outre, le Support décline toute responsabilité dans l'hypothèse où les affiches nécessitant d'être réparties entre les différentes sociétés précitées lui parviendraient trop tardivement pour effectuer la répartition permettant un affichage aux dates souhaitées par le Client.

6.1.2 Bandes de repiquage

L'apposition de bandes de repiquage nécessite une zone non imprimée sur l'affiche, dite « réserve blanche », de dimension équivalente à la bande de repiquage.

Si les bandes de repiquage diffèrent selon les villes et les produits faisant l'objet de la campagne, elles doivent être identifiées.

Chaque morceau doit comporter au verso le nom de la ville ainsi que la marque ou le produit permettant d'identifier le Client et la Communication Print Temporaire concernée.

Sur les dispositifs déroulants, le Support préconise que le repiquage apparaisse directement sur l'affiche.

Le Support décline toute responsabilité en cas de pose de bandes de repiquage.

La pose de bandes de repiquage donne lieu à la facturation de frais exceptionnels dont le montant est communiqué au Client sur simple demande.

6.1.3 Délais de livraison et instructions de pose

Le Client doit livrer au Support au plus tard quatorze (14) jours ouvrés avant la date de départ de la Communication Print Temporaire, les affiches nécessaires à l'exécution du Bon de Commande (hors Offre verte).

Le nombre d'affiches nécessaire intégrant l'entretien correspond à celui fixé par format, dans la demande d'affiches remise au Client, selon le cahier des charges et/ou les instructions du Support communiquées dans les formulaires de demande de matériel et les instructions de livraison. Lorsque le nombre d'affiches fournies par le Client est insuffisant pour l'entretien, ce dernier s'engage à fournir au Support, dans les meilleurs délais, la quantité d'affiches manquantes.

Conditions Générales de Vente - Communication Print Temporaire

En cas de défaut total ou partiel, ou d'erreur quant au lieu de livraison des matériels, des maquettes ou des affiches, aucune prorogation du délai de Conservation initial ne pourra être exigée, et le montant du Bon de Commande restera dû dans son intégralité.

En cas de non-respect du délai susmentionné :

- un montant forfaitaire de huit (8) euros hors taxes par affiche sera facturé en sus pour couvrir les frais de préparation, de conditionnement et de transport, ou ;
- le Support se réserve la possibilité de ne pas exécuter le Bon de Commande.

Aucun contrôle de la Communication Print Temporaire tel que prévu à l'article 11 des Conditions Générales ne sera opposable au Support en cas de non-respect par le Client des spécifications techniques et/ou délais visés dans le présent article 6.1.

6.1.4 Affiches non employées

En l'absence d'une demande écrite de la part du Client dans les huit (8) jours ouvrés suivant la fin de la période de Conservation, les affiches inemployées seront considérées comme cédées à titre gratuit au Support.

En cas de demande de récupération des affiches de la part du Client, les conditions de récupération lui seront alors communiquées, et les frais y afférents seront à sa charge.

6.2 Fourniture par le Support

A la demande du Client, le Support peut fournir les affiches nécessaires à la réalisation du Bon de Commande. Il est précisé que les affiches nécessaires à la réalisation du Bon de Commande de l'Offre verte seront obligatoirement fournies par le Support.

Les affiches sont alors réalisées d'après une maquette fournie par le Client et conformes au Cahier des Charges (CDC) « format fichier impression » au moins trois (3) semaines avant la date de départ de la campagne de Communication Print Temporaire.

A la demande du Client, les affiches peuvent également être réalisées par le Support d'après une maquette conçue par le Support, validée par le Client, et fournie au moins un (1) mois avant la date d'affichage.

Cette validation sera formalisée par la signature d'un bon à tirer (BAT) par le Client.

L'absence de validation du BAT dans un délai de quarante-huit (48) heures vaut acceptation du BAT. Toute demande de modification postérieure à ce délai engendrera, le cas échéant, des frais complémentaires en fonction des modifications demandées.

ARTICLE 7. CONFORMITE DES MESSAGES PUBLICITAIRES

7.1 Le Client est responsable du contenu (texte et visuel) de ses messages publicitaires et de leur conformité à la réglementation en vigueur et supporte tous frais de suppression et de retrait des messages publicitaires non conformes à ladite réglementation.

L'adhésion aux présentes Conditions Générales implique pour le Client l'obligation de se conformer aux règles professionnelles relatives au message publicitaire édictées par l'Autorité de Régulation Professionnelle de la Publicité (A.R.P.P.), ainsi qu'aux décisions et avis de l'A.R.P.P. et du Jury de déontologie publicitaire (J.D.P.).

Sauf refus expressément notifié par l'Annoncé, le Client concède au Support le droit de reproduire et représenter à toutes fins qui lui sont utiles, les messages publicitaires et les marques des Annonceurs sur tout produit de l'imprimerie (revue, magazine, leaflet, argumentaires, plaquettes, etc.) ainsi que tout support magnétique, analogique ou numérique, chargement et/ou stockage sur disque dur ou en mémoire vive, affichage sur écran, affichage sur le réseau Internet, la transmission de l'œuvre numérisée et scannérisation, etc.

Le Client garantit être titulaire des droits de propriété intellectuelle attachés au message ainsi que des droits relevant de la personnalité permettant la diffusion du message publicitaire, et ce, pendant toute la Communication Print Temporaire.

Le Client garantit le Support de tout recours qui pourrait être intenté à son encontre pour contenu illicite, ou infraction aux droits de propriété intellectuelle ou aux droits d'un tiers, ainsi que de tous dommages et intérêts et frais de justice pouvant en résulter.

L'Annoncé s'engage à informer le Support de toute limitation dont auraient pu faire l'objet les droits visés ci-dessus dont il déclare être titulaire et qui, en conséquence, limiterait en durée ou géographiquement et/ou en portée le droit pour le Support d'exploiter lesdits messages publicitaires.

7.2 L'Annoncé reconnaît et accepte que le Support, dans le respect des dispositions de l'article 14 des présentes Conditions Générales, conserve les données ayant conduit à la réalisation du message publicitaire ainsi que les résultats de cette prestation.

7.3 Le Support peut garantir un message publicitaire éclairé dans les limites de fonctionnement de l'éclairage et sous réserve de toutes dispositions légales ou réglementaires restreignant l'éclairage des Faces concernées.

ARTICLE 8. MISE EN PLACE DES AFFICHES

8.1 Le Support assure sous sa responsabilité la mise en place des affiches à la date de départ indicative mentionnée sur le Bon de Commande.

L'achat d'espace ne donne jamais le droit au Client de procéder lui-même à l'affichage ou d'y apporter une modification.

Conditions Générales de Vente - Communication Print Temporaire

Le Support se réserve la faculté de décaler la période d'affichage de quarante-huit (48) heures en avançant ou en retardant la date de départ de la Communication Print Temporaire, la durée effective de l'affichage restant inchangée et partant du jour réel de la pose.

8.2 Selon le calendrier des dates de départ de la Communication Print Temporaire remis au Client, la pose des affiches s'effectue :

- en 24 heures pour les Communications Print Temporaires d'une durée de sept (7) jours (réseaux ou emplacements vendus à l'unité) ; étant précisé que certaines Faces peuvent être posées le lendemain ou la veille de la date de départ ;
- en 48 heures pour les Communications Print Temporaires d'une durée de quatorze (14) jours ou celles des agglomérations inférieures à 50 000 habitants.

En cas de force majeure telle que détaillée à l'article 18 des présentes, rendant impossible le respect des délais mentionnés ci-dessus, le Support s'engage à faire ses meilleurs efforts pour effectuer la pose dans les trois (3) jours suivants la date prévue initialement pour les Communications Print Temporaires d'une durée de sept (7) jours, et à adresser le cas échéant un avoir au *prorata temporis* au Client ou à lui accorder une prolongation de la Conservation en cas de disponibilité des Faces concernées.

En cas de retard excédant trois (3) jours, le Client aura le choix entre la résiliation sans indemnité de son Bon de Commande, ou son report sur une période disponible ultérieurement.

Pour les Communications Print Temporaires d'une durée de quatorze (14) jours ou celles des agglomérations inférieures à 50.000 habitants, le délai pour effectuer la pose en cas de force majeure, est porté à quatre (4) jours.

Cette clause ne peut s'appliquer en cas de livraison tardive des affiches par le Client.

8.3 Le Support se réserve la faculté de maintenir en place l'affichage à l'issue de la Conservation prévue.

8.4 Le Client peut demander par écrit la suppression, la neutralisation, ou le camouflage de l'affichage, pendant la durée de Conservation, sous réserve du paiement des frais en résultant.

En tout état de cause, le montant net du Bon de Commande reste dû dans son intégralité par le Client.

8.5 Des messages publicitaires pour des produits ou services concurrents ou similaires peuvent figurer sur des Faces voisines ou côte-côte ou sur un même dispositif.

Le Support s'efforcera toutefois, dans la mesure du possible, d'éviter ce type de situation.

ARTICLE 9. ENTRETIEN

Sauf cas de force majeure (tel que détaillé à l'article 18 des présentes) ou cas fortuit, le Support s'engage à entretenir l'emplacement en bon état pendant la durée de Conservation de l'affichage (et dans la limite du matériel disponible si celui-ci est fourni par le Client).

Dans l'éventualité d'un mauvais état de l'affichage, le Support s'engage à y remédier dans un délai raisonnable suivant la réclamation du Client.

Toutefois, si ce mauvais état résulte de la non-conformité de l'affiche fournie par le Client aux conditions fixées par l'article 6 des présentes Conditions Générales, le Support facturera en sus le coût de ces opérations d'entretien au Client.

ARTICLE 10. FACTURATION ET CONDITIONS DE RÈGLEMENT

10.1 La facturation est établie sur la base du Bon de Commande.

10.2 La facture est établie au nom de l'Annonceur et lui est adressée directement quels que soient sa matérialisation et son mode de transmission. Le cas échéant, une copie de ladite facture est adressée à son Mandataire.

Le Client devra, sous peine d'irrecevabilité, adresser toute réclamation concernant une facture au plus tard au terme d'un délai de vingt (20) jours suivant la date d'émission de la facture ou, le cas échéant, si cette date est postérieure, suivant la fin de l'exécution de la Communication Print Temporaire.

Passé ce délai, la facture est considérée comme étant acceptée par le Client, et ce dernier est réputé avoir renoncé à toute réclamation ou recours concernant la Communication Print Temporaire faisant l'objet de la facture. En tout état de cause, le Client reste tenu de régler le montant de la facture ne faisant pas l'objet de réclamation dans les délais de paiement prévus aux présentes.

L'Annonceur et son Mandataire restent, dans tous les cas, solidairement responsables du paiement de la facture à l'égard du Support, lequel conserve la faculté de réclamer les sommes dues à l'Annonceur et/ou au Mandataire, y compris dans l'hypothèse où l'Annonceur aurait déjà réglé les sommes concernées par ladite facture à son Mandataire.

10.3 Le Support se réserve la faculté de réclamer un acompte représentant tout ou partie du Bon de Commande à son acceptation par le Client.

En l'absence de règlement, le Support pourra considérer que le Client a procédé à une annulation et les conditions de l'article 4 des présentes Conditions Générales s'appliqueront.

10.4 A compter de la date d'émission de la facture, les règlements doivent être effectués dans un délai de trente (30) jours par chèque, virement bancaire, prélèvement ou par traite acceptée et domiciliée.

Les effets de commerce envoyés à l'acceptation doivent être retournés acceptés et domiciliés dans un délai maximum de huit (8) jours à compter de la date d'émission de la facture

Conditions Générales de Vente - Communication Print Temporaire

correspondante.

Un escompte de 0,5% est accordé pour tout règlement à échéance au plus tard le 10ème jour suivant la date d'émission de la facture, et parvenu au Support dans ce même délai. Cet escompte s'applique sur le prix espace net hors taxes et hors prix technique et frais supplémentaires.

10.5 A défaut de paiement dans un délai de trente (30) jours à compter de la date d'émission de la facture, une pénalité de retard égale à trois (3) fois le taux de l'intérêt légal sera appliquée de plein droit ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros, sans qu'aucune mise en demeure préalable ne soit nécessaire. Le Support pourra solliciter une indemnisation complémentaire sur justificatifs dans le cas où les frais de recouvrement exposés seraient supérieurs au montant susmentionné de quarante (40) euros.

Le défaut de paiement d'une seule échéance :

- rend immédiatement exigible toutes sommes restant dues au titre du Bon de Commande, y compris celles non encore échues ;
- permet au Support de reprendre immédiatement et sans formalité la libre disposition des Faces, y compris celles réservées pour des périodes ultérieures au titre du Bon de Commande ;
- permet au Support de majorer de 20% toutes les sommes restant dues au titre du Bon de Commande.

Il est précisé que tout retard de paiement de factures éligible à une prime/remise entraînera de plein droit une non-attribution ou une reprise de celles-ci.

Le Support pourra déduire de toute somme qu'il aura perçu au titre des Bons de Commande exécutés, les sommes dues au Client à quelque titre que ce soit, lesquelles se compenseront entre elles.

En cas de procédure collective du Client, la Communication Print Temporaire peut être maintenue ou exécutée conformément aux conditions prévues à l'article L.622-13 du Code de commerce.

ARTICLE 11. RESPONSABILITES DU SUPPORT

11.1 En cas d'anomalie, mauvaise exécution ou même inexécution du Bon de Commande, la responsabilité du Support est limitée aux dommages matériels et directs, à l'exclusion de tout dommage immatériel ou indirect, résultant d'une faute prouvée à son encontre. La responsabilité du Support en raison des dommages directs et/ou matériels est limitée au coût de la campagne de Communication Print Temporaire non exécutée déjà facturée.

Seuls les constats d'anomalies dans les conditions suivantes sont opposables au Support au terme :

- d'un contrôle effectué contradictoirement par le Client et le Support :
(i) sur un échantillon correspondant au moins à 20% du nombre de Faces figurant sur la Liste définitive, à défaut sur le Bon de Commande,

- (ii) dont l'échantillon sera déterminé d'un commun accord entre le Client et le Support, étant précisé que l'échantillon devra être réparti sur l'ensemble du territoire couvert par le ou les Réseaux de la campagne contrôlée, et ;
- (iii) sous réserve que le Support ait reçu les affiches dans le délai visé à l'article 6.1.3 des présentes.

ou

- d'un contrôle non contradictoire effectué dans les conditions et modalités prévues dans la Charte de contrôle (disponible sur simple demande du Client) élaborée par l'Union des Annonceurs (UDA) et l'Union de la Publicité Extérieure (UPE). Les contrôles non contradictoires des espaces situés dans les parkings et les centres commerciaux, ne sont possibles que pendant les heures d'ouverture des sites concernés.

A l'issue du contrôle, deux (2) points de pourcentage de marge d'erreur seront déduits du pourcentage d'anomalies constatées.

Les anomalies constatées, donnent lieu à une indemnisation proportionnelle au montant net facturé dans le cadre du Bon de Commande correspondant, ce que le Client reconnaît et accepte.

L'indemnité sera ainsi calculée en rapportant le nombre d'anomalies, déduction faite du taux de marge d'erreur, sur le nombre total de Faces figurant sur la Liste définitive ou à défaut sur le Bon de Commande.

Le Client ne pourra prétendre à aucune autre indemnisation.

Toute contestation ou recours du Client concernant une anomalie ayant fait l'objet d'un contrôle, dans les conditions décrites ci-dessus, devra intervenir au plus tard dix (10) jours après la fin dudit contrôle. A défaut de recours ou de contestation dans le délai précité, le Client est réputé avoir renoncé à son droit à recours ou à contestation en lien avec l'anomalie en cause.

Ne sont pas considérées comme étant une anomalie pour les besoins de l'application du présent article :

- Un nombre de Faces affichées supérieur au nombre de Faces figurant sur le Bon de Commande ;
- Un nombre de Faces affichées inférieur à celui du Bon de Commande, sous réserve que l'écart soit inférieur à 5%.
- Un nombre de Faces non affichées du fait de contraintes administratives, législatives, réglementaires, et/ou conventionnelles.

11.2 Le Support peut, sans engager sa responsabilité et sans préjudice de l'exigibilité du montant du Bon de Commande, refuser d'exécuter ou de maintenir :

- toute campagne contraire à l'ordre public, aux bonnes mœurs, à l'éthique, et plus généralement à toute réglementation, ou après avis négatif de l'A.R.P.P. ou du Jury de Déontologie publicitaire ;
- ou toute campagne susceptible de mettre en cause, de quelque manière que ce soit, sa responsabilité délictuelle ou contractuelle, ou sa déontologie et avoir pour conséquence un préjudice matériel et/ou moral pour lui-même ou pour le

Conditions Générales de Vente - Communication Print Temporaire

groupe auquel il appartient ;

- toute campagne susceptible de porter atteinte aux intérêts de ses concédants ou bailleurs.

11.3 Ce refus ne constitue pas une rupture de contrat et le Client ne peut de ce fait se prévaloir d'aucun préjudice.

Il ne sera donc pas dispensé du règlement du montant net du Bon de Commande, et il supportera tous les frais liés à la suppression ainsi qu'à la modification, à la réimpression et à l'affichage du nouveau message publicitaire.

La responsabilité du Support est exclue en cas d'anomalie résultant :

- du non-respect par le Client des dispositions prévues à l'article 6 des présentes Conditions Générales ;
- ou d'un événement indépendant de la volonté du Support, notamment les coupures, pannes d'électricité, ou pannes de réseau internet ;
- de contraintes administratives, législatives réglementaires, et/ou conventionnelles.

A cet égard, il est rappelé que le Support ne peut être tenu pour responsable de l'issue des appels d'offres connus ou inconnus au jour de l'acceptation du Bon de Commande, et donc de la remise en cause partielle ou totale du Bon de Commande.

La perte du droit d'exploitation en résultant, et partant, l'éventuelle inexécution du Bon de Commande y correspondant spécifiquement ne peut donner lieu à aucune indemnité pour le Client.

La responsabilité du Support ne pourra être recherchée au motif que la campagne de Communication Print Temporaire n'a pas eu les retombées commerciales attendues par le Client.

ARTICLE 12. DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES FISCALES, OU CONVENTIONNELLES

Dans le cas où des modifications de réglementation ou de conventions conduiraient à la suppression de l'emplacement objet du Bon de Commande et, par conséquent, ne permettraient plus au Support de respecter ses engagements, le Bon de Commande pourra être résilié de plein droit par le Support dans les conditions de l'article 5.1 des présentes Conditions Générales.

Dans le cas où de nouveaux impôts, taxes, droits de timbres, redevances ou toutes autres contributions fiscales, venaient à s'appliquer à ce type d'affichage, ceux-ci seraient à la charge du Client et viendraient s'ajouter au montant du Bon de Commande au titre des frais supplémentaires prévus à l'article 2.3 des présentes Conditions Générales.

ARTICLE 13. PIGES – REFERENCE COMMERCIALE

Le Support se réserve le droit de transmettre et/ou d'exploiter les renseignements destinés à la pigne de la Publicité Extérieure, notamment le nom du Client, la période d'affichage de(s) (l')affiche(s), l'emplacement des Faces, etc.

L'Annonceur octroie au Support une licence non exclusive et

cessible d'utiliser, dans les conditions décrites ci-après, les éléments (le(s) logo(s), œuvre(s)), charte(s) graphique(s), produit(s), affiche(s), visuel (s), message(s), et/ou marque(s) du Client, etc.) reproduits sur les faces publicitaires du Support (ci-après les « Éléments protégés »).

Cette licence porte sur tous les droits d'exploitation des Éléments protégés à savoir, le droit de reproduire, faire reproduire, représenter, faire représenter, transformer, faire transformer, et/ou d'utiliser tout ou partie des Éléments protégés, par tout tiers de son choix, à des fins uniquement statistiques, de certification des campagnes ou de référence commerciale, en interne et/ou externe, sur tout produit sous format papier ou électronique (internet, etc.).

Cette licence est accordée pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle d'après les législations tant françaises qu'étrangères et les conventions internationales actuelles ou futures, y compris les prolongations et renouvellements, et pour le monde entier.

Le Support est ainsi autorisé à réaliser des photos de la campagne et/ou utiliser les documents qui y sont relatifs.

Il est précisé que toute captation (photos/vidéos) par le Client de toute campagne est subordonnée à l'autorisation préalable du Support.

Lorsque le Support est chargé de la réalisation de la maquette du message publicitaire, le Support reste seul titulaire des droits de reproduction, de représentation et d'utilisation y afférents.

ARTICLE 14. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chacune des parties est amenée dans le cadre de l'exécution des présentes à traiter des données à caractère personnel relatives aux salariés ou représentants légaux de l'autre partie (notamment les contacts techniques et commerciaux), ce qui peut inclure en particulier mais de façon non limitative les informations de type, nom, prénom adresse mail, adresse physique professionnelle ou numéros de téléphone professionnels.

Chacune des parties agit en qualité de responsable de traitement de ces données à caractère personnel à l'égard de l'autre partie.

Le traitement de ces données à caractère personnel est fondé sur l'exécution du contrat à des fins de communication entre les équipes et de suivi de l'exécution du contrat jusqu'à l'extinction de ce dernier. Les destinataires de ces données sont ceux appelés à traiter ces données dans le cadre de leur fonction respective au sein de chacune des parties ainsi que les prestataires éventuels intervenant dans le cadre de leurs obligations contractuelles.

En cas de réception par une partie d'injonction de communiquer des données personnelles relatives aux salariés de l'autre partie, la partie récipiendaire notifiera cette demande à l'autre partie dans les meilleurs délais, sauf obligation légale lui interdisant une telle communication. Elle y joindra la copie de

Conditions Générales de Vente - Communication Print Temporaire

cette injonction, et de manière raisonnable, les détails des circonstances d'une telle demande. La clause de confidentialité prévue aux présentes aura vocation à régir cette situation.

Par ailleurs, en cas de violation de données portant sur les salariés de l'autre partie, les parties s'informeront dans les délais légaux (soit 72 h à compter de la connaissance de la violation) afin de prendre éventuellement les actions nécessaires à l'égard des personnes concernées. La partie qui a subi la violation restera seule en charge de la notification de la violation à la CNIL.

Les données sont conservées pendant toute la durée contractuelle et la durée de prescription légale.

Les salariés intervenant dans le cadre de l'exécution des présentes et les représentants légaux de chacune des parties disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité, d'opposition au traitement de ces données, et du droit de définir des directives relatives au sort de leurs données après leur décès, dans les conditions légales, qu'ils peuvent exercer soit au siège social de l'autre partie ou de leur DPO lorsqu'il en est désigné un.

Les droits susmentionnés peuvent être exercés auprès du Support en adressant un courrier électronique à l'adresse suivante : donneespersonnellesconformite@cityzmedia.fr.

Ils disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Pour plus d'informations consultez notre site Internet www.cityzmedia.fr.

ARTICLE 15. TRANSFERT – CESSIION

Le Client ne pourra en aucun cas transférer ses droits et/ou obligations résultant des présentes, sans l'accord écrit et préalable du Support.

En cas de vente, de cession ou de transfert de sa société et/ou de son fonds de commerce, le Client s'oblige à faire signer par l'acquéreur ou le successeur un acte engageant ce dernier à reprendre à son compte toute commande émise aux mêmes conditions.

Le Client autorise le Support à céder ou transférer par tout moyen, y compris par voie de fusion ou de changement de contrôle, tout ou partie de ses droits et/ou obligations résultant des présentes.

ARTICLE 16. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES CRIMES ECONOMIQUES

Le Client s'engage, pendant toute la durée des présentes :

- à se conformer à l'ensemble des lois, statuts, règlements et codes en vigueur en matière de lutte contre la corruption en France, et notamment, mais sans s'y limiter, à la loi Sapin II (ci-après dénommées les « Règlementations applicables en matière de crimes économiques et de sanctions ») ;
- à mettre en œuvre toutes procédures adéquates afin d'empêcher la commission de tout acte qui constituerait une

infraction au regard des lois et règlements en vigueur en matière de lutte contre la corruption ;

- à communiquer au Support toute demande injustifiée d'avantages financiers ou autres de quelque nature que ce soit reçue par le Client dans le cadre de l'exécution des présentes ;
- à ne procéder à aucun acte qui constituerait une infraction au regard des lois et règlements en vigueur en matière de lutte contre la corruption ;
- à fournir, sur demande du Support, toute assistance nécessaire afin de permettre au Support de se conformer aux obligations légales ou réglementaires et/ou de répondre à toute demande émanant des autorités compétentes en matière de lutte contre la corruption, et ;
- à attester par écrit, sur demande du Support, que le Client est en parfaite conformité avec les obligations prévues aux présentes et notamment avec les Règlementations applicables en matière de crimes économiques et de sanctions et à produire tout justificatif nécessaire.

Le Client garantit et déclare, à la date d'entrée en vigueur des présentes :

- qu'il n'a jamais été condamné au titre d'une infraction pour corruption ou fraude ; et/ou
- qu'il n'a jamais fait ou ne fait l'objet d'aucune enquête, requête ou procédure diligentée par une autorité compétente concernant une infraction présumée ou établie au regard des lois et règlements en vigueur en matière de lutte contre la corruption pouvant compromettre l'exécution des présentes ;
- qu'il n'est pas en situation de conflit d'intérêt ;
- qu'il informera sans délai le Support si en cours d'exécution des présentes sa situation évolue de telle manière qu'il puisse, le cas échéant, se trouver en situation de conflit d'intérêt, ce afin que le Support puisse prendre toutes mesures qu'il jugera utile à ce sujet ;
- qu'il ne facilitera pas, dans le cadre de l'exécution des présentes, directement ou indirectement, toute transaction avec ou impliquant, directement ou indirectement, une personne ou une entité, qui ne respecterait pas les Règlementations applicables en matière de crimes économiques et de sanctions.

En cas de violation par le Client des stipulations détaillées ci-dessus, le Support pourra résilier le Bon de Commande sans préavis et de plein droit par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Client. Cette résiliation se fera sans préjudice d'éventuels dommages et intérêts pouvant être réclamés par le Support au Client.

Le Support pourra également résilier le Bon de Commande dans les mêmes conditions s'il a des doutes raisonnables quant à la violation des dispositions relatives aux Règlementations applicables en matière de crimes économiques et de sanctions.

ARTICLE 17. ASSURANCE

Chaque partie garantit être titulaire d'une police d'assurance responsabilité civile valable durant toute la durée de la Communication Print Temporaire et couvrant les risques associés à son exécution.

ARTICLE 18. FORCE MAJEURE

Conditions Générales de Vente - Communication Print Temporaire

En application des dispositions de l'article 1218 du Code civil, le Support ou le Client ne saurait être tenu responsable de la non-exécution totale ou partielle de l'une quelconque de ses obligations et résultant d'un cas de force majeure répondant aux critères cumulatifs ci-dessous (ci-après « Force Majeure ») :

- L'inexécution résulte d'un empêchement parfaitement indépendant de sa volonté ;
- Elle ne pouvait raisonnablement pas anticiper ledit empêchement et ses effets sur sa capacité à exécuter le contrat au moment de sa conclusion ;
- Elle ne peut raisonnablement pas éviter ou surmonter cet empêchement, ou à tout le moins ses effets.

De plus, le bénéfice d'une circonstance de Force Majeure ne pourra être invoqué que dans la mesure et dans les conditions prévues par les présentes.

Il est toutefois précisé que toute grève affectant la capacité d'affichage du Support sera considérée comme un cas de force majeure au titre des présentes.

La partie invoquant la Force Majeure devra en informer et en justifier à l'autre partie sans délai par tout moyen écrit (courrier électronique, lettre postale) suivi d'une confirmation écrite en accusant réception.

Les parties se rencontreront afin de s'efforcer à trouver ensemble une solution acceptable pour permettre la poursuite du Bon de Commande, étant précisé que le Bon de Commande sera totalement ou partiellement suspendu pendant que les parties se consultent. Dans tous les cas, la partie empêchée devra faire tout ce qui est en son pouvoir pour limiter la durée et les effets de la Force Majeure. Le Bon de Commande sera partiellement suspendu dès lors que la partie impactée par la Force Majeure ne sera pas en mesure d'exécuter l'obligation en cause.

Dans l'hypothèse où le cas de Force Majeure excède vingt (20) jours à compter de la notification de la Force Majeure par la partie l'invoquant, alors le Bon de Commande pourra soit être résilié sans préavis par l'une ou l'autre des parties, par l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sans pour autant que la responsabilité de l'une des parties puisse être engagée à l'égard de l'autre, soit modifié pour l'adapter aux circonstances nouvelles nées de ce fait. Chacune des parties supporte la charge de tous les frais qui lui incombent et qui résultent de la survenance du cas de Force Majeure.

ARTICLE 19. SIGNATURE ELECTRONIQUE

Dans le cas où les parties décideraient de signer le Bon de Commande par voie électronique (conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil), elles conviennent expressément que le Bon de Commande ainsi que tous les documents émis en application de ce dernier, seront signés électroniquement au moyen de la plateforme de signature électronique « DocuSign » après avoir pris connaissance l'une et l'autre des fonctionnalités, caractéristiques et conditions d'utilisation de cette plateforme.

Les parties conviennent expressément que tout document signé électroniquement via cette plateforme « DocuSign » :

- Constitue l'original du document concerné ;

- Est établi et conservé par chaque partie dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité et l'authenticité ; et,
- Constitue une preuve littérale au sens de l'article 1365 du Code civil, a la même valeur probante qu'un écrit transmis sur support papier conformément à l'article 1366 du Code civil et pourra valablement être opposé à l'une ou l'autre des parties et/ou à tout tiers.

En conséquence, les parties renoncent à toute réclamation qu'elles pourraient avoir l'une contre l'autre du fait de l'utilisation de ladite plateforme de signature électronique et notamment à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante de tout document signé électroniquement, sur le fondement de sa forme dématérialisée et sa signature électronique.

ARTICLE 20. LOI APPLICABLE - LITIGES

Les présentes sont régies par la loi française.

En cas de désaccord dans l'interprétation et/ou l'exécution des présentes, les parties s'efforceront de le résoudre à l'amiable.

A DEFAUT DE SOLUTION AMIALE ENTRE LES PARTIES, LE DIFFEREND RELEVRA DE LA COMPETENCE EXCLUSIVE DU TRIBUNAL DU RESSORT DU SIEGE SOCIAL DU SUPPORT NONOBTANT APPEL EN GARANTIE OU PLURALITE DE DEFENDEURS.